

FICHE DE POSTE

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : Chargé(e) de mission « Etang de Berre »

N° visio-m poste : 1834130002

Voie d'accès	Durée d'occupation min-max	Évolution possible
IAE / ITPE	3 ANS MINIMUM	

Cotation du poste

Catégorie d'emploi

Famille(s) professionnelle(s)

Emploi(s)-type(s) de rattachement

Correspondance RIME

A TECHNIQUE
RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITE
Chargé / Chargée de la planification et de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques
Territoire et développement durable - Chargé/Chargée de gestion de la ressource en eau

Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme

Localisation

DREAL PACA – SERVICE EAU BIODIVERSITÉ PAYSAGE – UNITÉ POLITIQUES DE L'EAU
MARSEILLE

Vacance poste et motif recrutement

Titulaire précédent (nom, grade ...)

Nom et fonction du n+1

VACANT
CREATION POSTE
NATHALIE QUELIN, CHEFFE DE L'UNITÉ

Missions (raison d'être du poste) :

Le complexe de l'étang de Berre / étang de Bolmon / étang de Vaine est un ensemble de masses d'eau et de zones humides situé au nord-ouest de Marseille, et relié à la mer dans le golfe de Fos par le chenal de Caronte (Martigues) au sein d'un territoire fortement urbanisé et industrialisé. Le canal et le tunnel du Rove ont été construits au début du XXème siècle pour faciliter la navigation entre Marseille (l'Estaque) et le Rhône. Le tunnel de 7km de long a subi un effondrement en 1963 et la liaison avec la mer de ce côté est interrompue depuis.

Pollués par les effluents industriels et urbains depuis le XIXème siècle, fortement perturbés par les apports d'eau douce et de sédiments en provenance de la Durance (concession EDF) depuis 1966, l'étang de Berre et l'étang de Bolmon sont dans un état écologique profondément dégradé.

Depuis les années 1970, avec les premières réglementations sur les rejets industriels et les stations d'épuration de plus en plus performantes, les apports polluants dans le complexe de Berre ont été diminués sans pour autant permettre une

amélioration des milieux aquatiques. Dès le début des années 1990, les élus se sont mobilisés pour créer le SISEB (syndicat intercommunal de sauvegarde de l'étang de Berre) regroupant l'ensemble des communes riveraines. Dans le cadre du plan Barnier (1993), une mission de reconquête de l'étang de Berre associant les différents acteurs (Etat, industriels, collectivités, associations...) a été mise en place sous pilotage du sous-préfet d'Istres. Cette mission a été suivie en 2000 par la création du GIPREB lieu d'échanges, d'études et de mise au point d'actions de réhabilitation coordonnées entre ces différents acteurs. Le GIPREB, initialement GIP (groupement d'intérêt public) est devenu en 2010 un syndicat mixte. Il est, notamment, la structure porteuse du contrat d'étang.

Par ailleurs, suite à un contentieux européen qui a condamné la France en 2014, les débits issus du bassin de la Durance ont été limités (EDF doit respecter des quotas d'eau turbinée et de sédiments rejetés dans l'étang).

Dans le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021, trois masses d'eau sont identifiées :

-l'étang de Berre et l'étang du Bolmon, caractérisées comme « masses d'eaux naturelles » avec un objectif de bon état en 2027 ;

-et l'étang de Vaine, caractérisée comme « masse d'eau fortement modifiée » avec un objectif de bon potentiel en 2027.

Malgré les nouvelles modalités de gestion de la centrale hydroélectrique de Saint-Chamas et les actions mises en œuvre dans le cadre du contrat d'étang qui concourent à l'atteinte de ces objectifs, les indicateurs biologiques suivis depuis plusieurs années attestent d'un milieu fortement dégradé et leur évolution ne permet pas aujourd'hui de conclure sur l'atteinte ou pas de ces objectifs à l'horizon 2027.

Environnement du poste – Contexte et description du service :

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du chef de l'unité « Politiques de l'eau » qui a en charge l'animation et le pilotage de la politique de l'eau en région, en lien avec le niveau de bassin. Cette unité est intégrée au service Biodiversité Eau et paysage (SBEP) qui a pour objectif la protection, la gestion et la valorisation du patrimoine naturel en vue d'une politique cohérente de gestion durable des territoires.

L'unité « Politiques de l'eau » comprend cinq chargés de mission : 1/ sur la ressource en eau, 2/ les milieux aquatiques et zones humides, 3/ les pollutions, 4/ les politiques partenariales (SDAGE, SAGE), 5/ l'animation des Missions Inter-Services de l'eau et l'appui à la police de l'eau.

Enjeux et dossiers principaux du poste :

Plusieurs scénarios à risque peuvent être identifiés pour les années à venir en fonction des options choisies :

- engager l'État dans un contentieux européen en cas de non atteinte des objectifs DCE

- engager l'Etat dans des choix d'aménagements mal évalués en terme d'efficacité et de coût

Face à cela, les enjeux et besoins peuvent être définis comme suit :

- Vis-à-vis des objectifs DCE : Élaborer un argumentaire scientifique et des orientations d'amélioration du milieu et des écosystèmes, permettant de justifier de l'efficacité des mesures mises en œuvre ou à mettre en œuvre et des difficultés technico-économiques rencontrées pour l'atteinte ou pas des objectifs de bon état / bon potentiel des masses d'eau du complexe étang de Berre

- Vis-à-vis des acteurs locaux : Définir une stratégie d'aménagement aux options multiples, aux coûts raisonnables et échelonnés dans le temps.

Activités principales :

Au regard des enjeux énoncés ci-dessus, le chargé de mission développera les activités suivantes :

1. permettre aux services de l'Etat (DEB, DREAL Bassin, DREAL PACA, DDTM13 en lien avec AERMC et Conseil Scientifique du Comité de Bassin) de se coordonner entre eux et de développer un argumentaire et des orientations pour permettre l'amélioration de la qualité des milieux :

- **animer et piloter** le recueil des connaissances nécessaires auprès du GIPREB et d'EDF ;
- **assurer la maîtrise d'ouvrage** de la mise en œuvre d'un argumentaire d'objectifs moins stricts à porter par l'État (DGALN-DEB) vis à vis de la commission européenne (application DCE). Ces éléments s'appuieront sur un diagnostic complet des pressions et de leurs impacts respectifs, ainsi que d'une analyse socio-économique, afin d'en déduire des **orientations à court et moyen terme et un plan d'action**. Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourrait être mise en place avec des financements de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée dans ce cadre.

2. être en mesure de **proposer un positionnement Etat** sur les sujets importants, notamment en articulation avec la chaîne hydroélectrique Durancienne, les objectifs DCE des masses d'eau de basse Durance et tous travaux importants pouvant impacter le milieu (ex : projet Rove)

La mission doit répondre aux objectifs précisés précédemment et nécessite pour ce faire des compétences techniques dans le domaine de l'eau (connaissances des politiques publiques et de l'organisation de l'État dans ce domaine, compréhension des enjeux et des rapports technico-scientifiques), une capacité rédactionnelle, une bonne capacité d'animation et de pilotage dans un contexte politiquement sensible.

La mission sera en interface avec le corps préfectoral (Préfet de région, de département, sous-préfet d'Istres), les différents niveaux des services de l'État concernés (DGALN-DEB, DREAL de Bassin, DREAL PACA, DDTM13) et les établissements publics (AERMC Lyon et délégation de Marseille, AFB, Conservatoire du Littoral, GPMM) ainsi que les instances de bassin, notamment Conseil Scientifique du Comité de Bassin. De part ses objectifs, des contacts privilégiés seront à établir avec les collectivités du territoire, notamment GIPREB, CR PACA et Métropole Aix-Marseille ainsi que les partenaires industriels, notamment EDF, et partenaires de la société civile.

Management :

Exercé dans le poste	Positionnement dans la structure
Sans objet	Sous la responsabilité hiérarchique du chef d'unité Travail en mode projet avec multiples interactions transversales en interne et en externe

Relations internes et externes :

Le chargé de mission est en relation avec :

- en interne, tous les services de la DREAL.
- La DREAL de bassin, la DDTM 13, l'agence de l'eau Rhône Méditerranée
- les acteurs du territoire de l'Etang de Berre

Le travail entre services de l'État est très étroit sur ce sujet. Le chargé de mission s'inscrit dans le cadre d'une équipe-projet qu'il animera avec l'appui de sa hiérarchie. Il sera notamment amené à travailler de manière très étroite et régulière avec les équipes de la DDTM 13 et la DREAL de Bassin

Responsabilités tenant au poste ou au positionnement du titulaire :

Le chargé de mission peut assurer des représentations de la DREAL, des interventions diverses et des formations en lien avec ses compétences et ses missions.

Compétences nécessaires et/ou à développer :

Compétences techniques

Connaissances techniques et réglementaires dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques et des zones humides. Bonne connaissance de l'organisation générale dans le domaine de l'eau, des enjeux de la politique de l'eau.
Nécessité d'un socle solide de connaissances techniques et scientifiques sur le fonctionnement des milieux aquatiques et les méthodes d'analyses scientifiques de la qualité écologique des masses d'eau.

Compétences transversales

Connaissance des différents acteurs de l'eau et de l'environnement
Très bonnes capacités d'analyse, d'autonomie, d'initiatives et de rédaction administrative et de synthèse indispensables. Forte capacité de compréhension de documents de nature scientifique et de rédaction de cahier des charges d'études techniques et scientifiques.
Une bonne connaissance de l'informatique est souhaitable sur les logiciels de bureautique courants. Une connaissance des outils de cartographie peut être utile.

Compétences relationnelles

Une très bonne capacité à travailler en réseau avec les nombreux partenaires externes, et à fonctionner de manière transversale en interne.
Bonnes capacités relationnelles et de travail en équipe.
Sens des responsabilités, de l'organisation et de la concertation. Capacités d'animation, de représentation et de négociation



Modes d'acquisit°

FORMATION INITIALE ET CONTINUE

Profils recherchés, antériorité éventuellement nécessaire:

Expérience en matière de politique de l'eau nécessaire.

Profil scientifique type master dans le domaine de l'eau.

Conditions de travail :

Matérielles	Horaires et saisonnalités	Conditions particulières
Bureau partagé	/	Déplacements fréquents en PACA (Bouches du Rhône) et sur Lyon Permis de conduire B indispensable

Contact :

Hélène SOUAN, cheffe de service 04.88.22.62.05
helene.souan@developpement-durable.gouv.fr

Nathalie QUELIN, Cheffe de l'unité – 04.22.88.62.44
nathalie.quelin@developpement-durable.gouv.fr